

ICI MIEUX QUE LA-BAS

Blessure kabyle

Faut croire que l'approche de l'élection présidentielle d'avance gagnée par qui vous savez aide à délier les langues. Automatismes, jeu des mécanismes de l'inconscient triomphant, abandon de la prudence de langage à l'orée de la victoire ?

Le fait est que les aveux pleuvent.

Evidemment, comme il se doit, l'intérêt de ces aveux est que, sans être des scoops, ils valident la reconnaissance formelle de faits connus de tous. Que ce soit dit par ceux qui jusque-là se sont tus ou ont carrément nié, c'est ça de pris.

Le premier aveu est de Mohamed Tegua, président de la Commission nationale de surveillance (soulignez ce mot, il est capital) de l'élection présidentielle. Courageux ministre de la Justice en son temps, cet homme est connu pour son indépendance.

Théoriquement, il est tenu de veiller à la loyauté de la campagne et, pour les candidats, à l'équité dans l'accès aux moyens publics. Il devrait même sévir s'il constatait des irrégularités ou des inégalités de traitement. Dans la réalité, il n'en est malheureusement pas ainsi. Mohamed Tegua concède l'incapacité de la commission qu'il préside à stopper «les dérives de l'administration». Il l'admet du bout des lèvres mais ça reste assez audible pour être entendu. L'administration, qu'il n'arrive pas à endiguer, en principe vouée à la neutralité, s'est mise au service du seul Abdelaziz Bouteflika. Nul ne l'ignore, personne ne le dit. L'autre aveu est plus

crucial. Le président de la Commission qui tient entre ses mains la justice et l'impartialité du scrutin avoue implicitement qu'il joue lui-même non seulement pour le candidat Bouteflika, ce qu'on avait subodoré, mais contre les autres candidats !

Mohamed Tegua est-il choqué que le candidat «indépendant» utilise l'avion présidentiel pour ses déplacements de campagne ? Non ! Parce que le candidat est encore président au moment où je vous parle et, en tant que tel, il reste «le garant des intérêts de l'Etat». «Son temps est précieux» et il ne va pas s'amuser à «prendre le bus ou la route». Il est candidat comme vous, madame et messieurs. Presque comme vous. Car il continue à être président. Ce n'est plus, de ce fait, un candidat comme un autre.

Le pire est que le président de la commission de l'impartialité demande aux autres candidats d'être compréhensifs de cette partialité. Il les inviterait à la complicité. Mais oui, il leur demande de faire la distinction entre le président et le candidat dans l'acte du candidat à voyager comme président !

Il nous prévient : «Je ne vais pas lui interdire de prendre l'avion !»

Le président de la commission rappelle que le président est président jusqu'au 10 avril et que, jusqu'alors, «il a des obligations» proportionnelles à son statut. A ce titre, il a le droit d'utiliser la logistique de l'Etat. L'impartial condescend à comprendre «ces agitations», c'est-à-dire la dénonciation par les autres candi-

dates de l'inégalité dans l'accès aux moyens publics, après le 10 avril.

Que la campagne électorale finisse le 9 avril, il est le mieux placé pour le savoir. Le mieux placé aussi pour veiller à ce qu'aucun candidat ne soit privilégié sur un autre. D'après lui, s'il faut se rebiffer, c'est après le match.

Dur d'encaisser que des positions aussi basiquement partiales soient le fait de l'arbitre lui-même. Déception que ça vienne d'un homme dont le parcours témoigne de la résistance à l'esprit et aux agissements du système. Dans un autre monde, de la place où il se trouve, à la tête d'une commission censée donner de la respectabilité et de l'honorabilité au scrutin, on aurait attendu de Mohamed Tegua un discours autre. Ne le tient-il pas, en creux, ce discours ? On l'entend, entre les lignes. L'aveu est trop gros pour n'avoir pas de deuxième degré. L'arbitre se disqualifie en avouant qu'il est tout à la fois impuissant à mener le match et rangé aux côtés d'un joueur.

L'autre aveu vient d'Abdelaziz Bouteflika lui-même. Ce dernier jurait en 1999 : «Moi président, jamais tamazight ne sera langue nationale.» Quand on profère des mots d'airain comme ceux-là, il est difficile que s'ensuivent des relations sereines avec la Kabylie, comme il sied à un chef d'Etat algérien d'en avoir. Pas simple de recouvrer un dialogue responsable avec une région rétive à l'autoritarisme structurel quand on a dit à des citoyens : «De loin, je vous voyais des lions, vous êtes des nains.»

Et puis, il s'est passé ce qui s'est passé. Les événements de 2001 nous ont fait découvrir que, dans cet Etat dont les hérauts chantent la démocratie incantatoire, on pouvait tirer sur des gosses sans plus d'effets. Mieux. On peut, en tant que magistrat suprême, commanditer une enquête, comme ce fut le cas avec la Commission Issaâd, et rejeter bruyamment ses conclusions. Parce qu'elles étaient accablantes pour les forces de sécurité ?

Lesté de ce passif, Abdelaziz Bouteflika retourne en Kabylie. Outre les évidences électoralistes selon lesquelles une Kabylie sans l'Algérie est autant inenvisageable que l'inverse, il fait une déclaration qui devrait être suivie des conséquences pratiques : «Je ne sais pas jusqu'à l'instant, du poste où je suis, comment et ce qui a provoqué cette tragédie nationale qui s'est déculée.»

Il parle du Printemps noir dont les plaies ne sont pas encore cicatrisées. Pour amoindrir le taux d'abstentionnisme prévu massif en Kabylie, il se dédouane en plaidant l'ignorance. Cependant, on peut ignorer beaucoup de choses, sauf celles qui sautent aux yeux : 125 jeunes ont été tués. Ce sont des gendarmes qui les ont tués.

Du laxisme à l'égard des assassins ou de l'ignorance de ce qui s'est passé, qu'est-ce qui est le plus grave ? De fait, et c'est sans doute ce qui garde sous la cendre le feu vivace, on voit bien dans l'attitude du président de la République, dans ce qu'il dit, qu'il singularise la Kabylie.



Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

Après ça, on veut qu'elle ne se singularise pas elle-même.

Après une déclaration comme celle-là, on devrait mettre en place des instruments d'enquête indépendants pour déterminer les responsabilités, à tout le moins rouvrir le rapport Issaâd.

Une autre phrase de Bouteflika est passée inaperçue alors qu'elle est chargée de sens explosif. «Vous avez dit que l'Algérie est amazigh de façon brutale. En face, des opposants ont réagi de façon brutale.» Mais ils avaient des armes, ces opposants ! Et ils s'en sont servis !

Des mots, pour passer le gué. Rien d'autre. N'empêche que la blessure kabyle reste ouverte. Quoi que fassent ou disent le candidat «indépendant» et ses relais locaux !

A. M.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Mille couleurs pour un boycott !

Belkhadem anime un meeting en Kabylie. Encore une preuve que la région n'est pas totalement...

...sécurisée

Des cartons rouges brandis par des milliers de manifestants qui répondaient ainsi à l'appel du FFS à des marches à Béjaïa et à Tizi-Ouzou. Des drapeaux noirs hissés fièrement sur les frontons de la direction du RCD et de ses bureaux locaux. Enfin de la couleur dans cette campagne jusque-là dominée par le bleu. Fort justement, Karim Tabou assène : «Nous avons défié le mur de la terreur !» Pas seulement, camarade ! Observe bien ce mur. Il est de plus en plus lézardé. Et face au «vent de réprobation» téléguidé et orienté pleines rafales sur ces deux formations, face aux «condamnations hamburger» qui s'abattent sur le RCD, Nordine Aït-Hamouda, homme debout, raille : «Ce sont là des réactions de vierges effarouchées.» Pas tout à fait, camarade ! Elles ne sont plus vierges depuis longtemps, les effarouchées. Ma mémoire est impuissante à dater leur défloration, tellement elle remonte à loin. De couche en couche, de harem en

harem, d'orgie en orgie, elles sont tout, sauf vierges, les vieilles garces. Concubines zélées, soubrettes promptes au désir des maîtres, elles sautillent de rendez-vous en rendez-vous, la jambe toujours aussi légère et lestée. Les tueurs ont leurs contrats à honorer. Elles, les rombières, ont aussi leurs contrats à déshonorer, leur part d'indignité à avaler. Jusqu'à la dernière goutte. Alors, oui ! Du rouge. Du noir. Du blanc, du jaune, du vert, qu'importe la couleur que chevauche la colère. La peur change de camp, solidement harnachée à un arc-en-ciel. IL EST POSSIBLE ! C'est faisable. Bouger sévèrement les fondations non conformes de ce régime. Par la mobilisation citoyenne pacifique. Car, à des dirigeants qui paniquent à la simple vue d'un carton rouge ou d'un morceau d'étoffe noir, il faut brandir des mouchoirs blancs et crier comme les jours de fêria au pleutre toréador ou à la face du taureau grabataire : «Fuera !» Mille couleurs pour un boycott ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com